

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois. 12 fr.; six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : A ROUBAIX, chez les bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, Libraire, rue Grand-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas, Leffort-Bullier, 4, place de la Bourse; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 17, 7 21, 8 21, 9 53, 11 26, m., 12 26, 1 56, 3 42, 5 11, 6 13, 7 38, 9 36, 11 11, s. — Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 48, 8 48, 10 13, 11 23, m., 1 15, 2 38, 4 48, 5 48, 8 13, 10 22, 11 45, 's'. — Lille à Roubaix, 5 20, 7 00, 8 30, 9 55, 11 05, 12 57, 2 20, 4 30, 5 30, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 10, 7 12, 8 12, 9 46, 11 17, 12 17, 1 47, 3 33, 6 03, 7 28, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 7 00, 8 00, 9 36, 11 05, 12 05, 3 21, 4 50, 5 53, 7 10, 10.

BOURSE DE PARIS	
DU 13 NOVEMBRE	
3 0/0	52 50
5 1/2	76 25
Emprunt 1871	83 90
Emprunt 1872	85 50
DU 14 NOVEMBRE	
3 0/0	52 60
5 1/2	76 50
Emprunt 1871	84 50
Emprunt 1872	85 75

ROUBAIX, 14 NOVEMBRE 1872

Résumé du message

DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

CIRCULAIRE DE VERSAILLES.

M. le Ministre de l'Intérieur aux Préfets et sous-Préfets.

Versailles, 14 novembre, soir.

Après une séparation de trois mois, le président de la République vient remplir le devoir annuel que lui imposent les institutions républicaines et exposer à l'Assemblée nationale la véritable situation du pays.

Le bien et le mal n'étant ni exagérés ni déguisés, le calme a été maintenu. Le gouvernement n'a pas souffert qu'il fut porté atteinte au respect dont l'Assemblée nationale doit être entourée.

Dans ce pays bouleversé par les révolutions et par la guerre, que restaurait-il de nous si la souveraineté nationale, représentée aussi légitimement qu'elle le fut jamais, n'était l'autorité suprême, partout respectée, et quand elle a parlé, partout obéie. En même temps que l'ordre était maintenu, le gouvernement n'a cessé de veiller au cours régulier des affaires, à la stricte observation des lois, au développement de la grande opération financière, qui doit aboutir à la libération du territoire, à l'évacuation des départements qui devaient être les premiers affranchis, à la rentrée des nouveaux impôts, à la réorganisation de notre sage et vaillante armée, à la marche des négociations commerciales, enfin, à la pacifique et amicale direction de nos relations avec les deux mondes.

Pendant ce temps, le pays travaillait avec cette activité qui est la puissante réparatrice de nos malheurs, et la Providence nous a envoyé à ce moment d'immenses sacrifices les plus belles récoltes que nous ayons eues depuis un quart de siècle.

En ceci, il n'y a qu'à remercier Dieu, souverain auteur de toutes choses, qui, tour à tour, instruit, soutient, relève, quand il lui plaît les nations qui ont failli et qui n'ont désespéré ni de lui ni d'elles-mêmes.

Après ces considérations générales, il faut entrer dans quelques détails sur nos affaires les plus essentielles.

Dans l'emprunt de trois milliards et demi au mois de juillet dernier, ce qui est encore plus significatif que cette offre prodigieuse de quarante-trois milliards, c'est le versement. Le Trésor a déjà reçu en valeurs réelles 1,750 millions, c'est-à-dire la moitié de cet emprunt

colossal. Et dans cette opération financière, la plus considérable qui ait jamais été tentée, il n'y a pas eu d'accident ni même de crise monétaire, grâce à toutes les mesures de prudence qui ont été prises d'après l'expérience du premier emprunt de 1871.

D'abord, notre administration financière s'est procuré à un taux modéré de 14 à 1500 millions de papier de change en traites de tous les pays, sur l'Allemagne; puis elle s'est fait garantir le taux du change, afin qu'il ne montât pas démesurément. C'est ainsi que nous avons pu acquitter au dehors des sommes énormes sans produire de perturbation profonde.

Nous avons déjà payé à l'Allemagne 800 millions. En décembre, nous lui payerons encore 200 millions; en somme, un milliard en quatre mois, et il nous restera de 5 à 600 millions de traites pour les paiements de l'année prochaine. La Banque de France, toujours dévouée à l'Etat, a conjuré la crise métallique en fabriquant 100 millions de petites coupures ou de monnaie divisionnaire, et s'il s'est rencontré quelque gêne, ce n'est pas chez nous, c'est à l'étranger. Les émissions des billets de la Banque, qui peuvent s'élever loyalement jusqu'à 3 milliards 200 millions, sont de 650 millions au-dessous de ce chiffre, et c'est à peine si, en satisfaisant largement aux besoins du commerce, la Banque a dû prélever 150 millions sur l'augmentation qui lui était promise.

Son portefeuille qui, dans les meilleurs temps, renfermait 600 à 650 millions d'effets, en a aujourd'hui pour 950, preuve du plus grand mouvement d'affaires qu'ait jamais eu notre pays. Le dépôt métallique, en y comprenant l'encaissement, les lingots du commerce, l'or et l'argent de l'Etat, atteint la somme de 900 millions, peu inférieure à ce qui existait avant la guerre. Sur 800 millions d'effets ajournés par suite des derniers événements, il n'en reste plus aujourd'hui que 7 sur lesquels 2 ou 3 millions rentreront encore. Aussi, le billet de la Banque de France est-il accueilli dans le monde entier à l'égal de l'or et de l'argent.

Rien ne peut mieux prouver l'étendue et la solidité du commerce français, fondement du crédit de la France et mère de sa puissance. En calculant d'après les neuf mois déjà écoulés de la présente année, on est assuré que les importations seront tout au moins de 3 milliards 457 millions et les exportations de 3 milliards 557 millions, ensemble 7 milliards 14 millions, ce qui donne, sur l'année 1869, un accroissement qui est presque de 787 millions, accroissement qui est presque sans exemple.

Dans les périodes précédentes, les exportations l'emportent sur les importations, de 100 millions, et la différence serait de même de 247 millions, si l'on tenait compte des introductions accidentelles de céréales causées par la mauvaise récolte de 1871.

Au commencement de 1872, de tels progrès dans des circonstances aussi difficiles doivent nous rassurer sur

l'avenir de nos industries, si la politique, cause toujours prépondérante sur l'activité de la production, ne fait pas succéder des perturbations nouvelles à 2 années d'un repos presque complet.

La situation économique du pays n'a donc pas souffert autant qu'on aurait pu le craindre des malheurs de la guerre. Mais les finances de l'Etat auraient pu s'en ressentir gravement; elles s'en ressentent en effet; mais, grâce aux sacrifices courageusement consentis, le budget en cours d'exécution sera facilement soldé et nos budgets futurs se trouveront en plein équilibre. Les insuffisances prévues pour le rendement des nouveaux impôts disparaissent de jour en jour et les perceptions en souffrance se rétablissent à vue d'œil. L'amélioration est très-sensible de trimestre en trimestre, sur toutes les branches du revenu; et, par exemple, les sucres exotiques qui perdaient 9 millions sur le 1^{er} trimestre ne perdent plus que 4 millions dans le second et 770,000 francs dans le troisième. Même progression pour les boissons, pour les tabacs; l'impôt sur le papier et le droit sur les chemins de fer produiront plus que le budget ne leur demandait. L'enregistrement, le timbre donnent une augmentation de 19 millions et les impôts directs se recouvrent si aisément, qu'ils sont en avance de plus de 26 millions sur les huit premiers douzièmes; il y aura néanmoins sur l'année 1872 un déficit, mais ce déficit n'a rien d'inquiétant ni même d'embarrassant, si l'on songe aux annulations de crédit, prévues par cet exercice et déjà réalisées par les exercices précédents; l'équilibre sera largement atteint à la fin de 1873, parce qu'alors les nouveaux impôts et notamment celui des matières premières, qui fonctionnera dès le 1^{er} décembre de la présente année, par suite du traité signé avec l'Angleterre, seront dans la plénitude de leurs produits.

En 1874, l'équilibre sera certainement dépassé, et tout cela avec un amortissement de 200 millions par an, amortissement bien réel, puisque le montant en est versé dans les caisses de la banque de France. Enfin, le compte de liquidation, conséquence inévitable de tous nos désastres, se soldera en dépenses et en ressources qui lui sont propres. 639 millions d'actif contre 700 millions de passif à quelques millions près, qui pourront accroître un peu la dette flottante actuellement élevée, mais qui n'exigeront pas que le grand livre soit réouvert.

Ainsi, la situation financière comme la situation économique est aussi satisfaisante qu'on peut le désirer, après les années que nous venons de traverser. Le traité signé avec l'Angleterre va y aider encore en rendant certaine et immédiate la perception de nos impôts sur les matières premières. Ces impôts seront perçus à partir du 1^{er} décembre prochain, sur toutes les provenances de la Grande-Bretagne, conformément aux tarifs votés le 26 juillet dernier par l'Assemblée nationale. A l'avenir et après l'abolition des traités de 1860, au 1^{er} mars 1873, le régime établi entre

les deux peuples sera celui qu'on qualifie partout de traitement de la nation la plus favorisée; mais, comme la France est liée par d'autres engagements jusqu'au 31 décembre 1876, on a dû ajourner jusqu'à cette époque l'application complète du principe. En attendant, nous percevons immédiatement nos taxes fiscales et l'on maintiendra provisoirement le régime existant pour les produits français en Angleterre; pour les produits anglais en France; le traité sera, d'ailleurs, soumis à la ratification de l'Assemblée nationale. Ainsi donc, après la guerre la plus malheureuse, après la guerre civile la plus terrible, après l'écroulement d'un trône, la France a vu toutes les nations empressées à lui offrir leurs capitaux; son est crédit plus solide que jamais; 8 milliards acquittés en 2 ans, la plus grande partie de ces sommes transportées au dehors sans troubles dans la circulation, les billets de Banque acceptés comme argent, les impôts, quoique accrus d'un tiers, acquittés sans ruine pour le contribuable, l'industrie et le commerce, s'augmentant de plus de 700 millions en une seule année.

Ces résultats, à quoi les devons-nous? à une seule cause, le maintien de l'ordre, oui, c'est l'ordre énergiquement maintenu qui a pu permettre que la France donnât autant de produits et fut entourée d'autant de crédit qu'aux époques les plus prospères de son existence. Avec l'ordre, nos ateliers se sont réouverts, les bras ont repris leur activité, les capitaux sont revenus vers nous, le calme a reparu avec le travail et déjà la France relève la tête, supporte, sans les oublier, d'incalculables douleurs, et, chose surprenante encore, une forme de gouvernement qui, d'ordinaire, la troublait profondément, commence à entrer peu à peu dans ses habitudes, ne l'empêche pas au moins de revenir à la vie, à l'espérance, à la confiance et, puisque j'approche inévitablement, dit M. le président de la République, des sujets brûlants de la politique du jour, je dirai à ceux qui, depuis longtemps, ont donné le choix à la République comme un idéal de gouvernement le plus conforme à leurs pensées et le plus approprié à la marche des idées modernes, je leur dirai: c'est par vous surtout que l'ordre doit être passionnément désiré, car si la République, déjà essayée, à deux reprises a chance de réussir cette fois, c'est à l'ordre que vous le devez.

Faites-en donc votre œuvre, votre souci de tous les jours, messieurs, continue M. le président de la République; les événements ont donné la République, et remonter à ses causes pour les discuter et les juger, serait aujourd'hui une entreprise aussi dangereuse qu'inutile.

La République existe, elle est le gouvernement légal du pays, vouloir autre chose, serait une nouvelle révolution, et la plus redoutable de toutes. Ne perdons pas notre temps à la proclamer, mais employons-le à lui imprimer ses caractères désirables et nécessaires.

Une commission nommée par vous, il y a quelques mois, lui donnait le type de République conservatrice. Empa-

rons-nous de ce type et lâchons qu'il soit mérité. La République sera conservatrice ou elle ne sera pas.

La France ne peut pas vivre dans de cruelles alarmes; quel que soit le gouvernement qui lui refusera le repos dont elle a indispensablement besoin, elle ne le souffrira pas longtemps. On peut croire que, grâce au suffrage universel et appuyé ainsi sur la puissance du nombre, on pourrait établir une République qui serait celle d'un parti, ce serait là une œuvre d'un jour. Le nombre lui-même a besoin de sécurité, de travail.

Après avoir fait peur aux autres, il prend peur de lui-même; il se jette dans les bras d'un maître d'aventure et paie de 20 ans d'esclavage quelques jours de désastreuse licence. Il recommencera 100 fois ce triste et humiliant voyage de l'anarchie au despotisme et du despotisme à l'anarchie, semé de hontes et de calamités, où la France a trouvé la perte de 2 provinces, une dette triplée, l'incendie de sa capitale, la ruine de ses monuments et le massacre des otages qu'on n'aurait jamais cru revoir.

Messieurs, je vous en conjure, au lieu d'agiter, faisons à la sécurité générale les sacrifices nécessaires, faisons même ce qui semblerait excessif. Si la République, au lieu d'être le gouvernement de tous est représentée comme le triomphe d'une place sur une autre, à l'instant, on éloigne d'elle une partie du pays, une partie d'abord et le tout ensuite. La Révolution de 1789 a été faite pour qu'il n'y eût plus de classes, pour qu'il n'y eût plus dans la nation, que la nation elle-même, la nation une, vivant tout entière sous une même loi, supportant les mêmes charges, et jouissant des mêmes avantages. Quant à moi, je ne comprends, je n'admets la République, qu'en la prenant comme elle doit être, comme le gouvernement de la nation qui, ayant voulu longtemps et de bonne foi laisser à un pouvoir héréditaire, la direction partagée de ses destinées, mais n'y ayant pas réussi par des fautes impossibles à juger aujourd'hui, prend enfin le parti de se régir elle-même, elle seule, par ses élus, librement et sagement désignés, sans acceptation de parti, de classe, d'origine, ne les cherchant ni en haut ni en bas, ni à droite ni à gauche, mais dans cette lumière de l'estime publique, où les caractères, les qualités, les défauts, se dessinent en traits impossibles à méconnaître.

Deux années écoulées, messieurs, sous votre contrôle, dans un calme presque complet peuvent vous donner l'assurance de fonder cette République conservatrice; mais, qu'on ne l'oublie pas, il suffirait de la moindre faute pour faire évanouir cette espérance dans une désolante réalité. Mais, ce n'est pas à la France seule que la République a besoin d'inspirer confiance, c'est au monde. Les gouvernements étrangers ont eu, à d'autres époques, un penchant à se mêler des affaires intérieures des pays voisins; éclairés par de cruelles expériences, ils n'y songent plus, mais ils sont maîtres de leur estime, et personne